

LA TRIBUNE LIBRE

#42

EDITO | Une leçon de sociologie et de futurologie !

Nous étions quelques uns de Kervégan venus écouter à la médiathèque « Luce Courville » l'éminent sociologue Louis Chauvel, Nantais d'origine, ancien élève de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique, sociologue spécialiste des inégalités de générations et de surcroît sinisant reconnu.

Cette rencontre avait le grand avantage d'avoir comme public une classe de Prépa Littérature et Sciences Humaines du lycée Guist'haou. J'ai ressenti une grande différence d'écoute et de compréhension entre ces filles et garçons qui auraient pu être mes petits enfants et ceux de ma génération ou presque. Nous étions très attentifs avec de grandes envies de questionnements sur le discours tenu par Louis Chauvel, alors que lui très habilement (très professionnellement) a su jouer de son auditoire. Sa description historique de notre société, particulièrement pertinente dans son exactitude chronologique a du interroger les jeunes sur le bien fondé de nos organisations sociétales et faire tressaillir les autres. Il a su raconter les modes de vie de nos parents, ceux du moins qui vécurent les périodes difficiles d'entre les deux guerres, citant en anecdotes la limitation du temps de travail pour offrir du temps de repos pas encore du temps de loisirs. La grande tuerie mondiale suivie par la décolonisation politique des empires européens, tout cela dans une ambiance de reconstructions, de constructions

offrant à tout un chacun emplois, salaires, revenus, protections sociales, capacités d'épargnes et de constitutions de patrimoines.

Nos jeunes auditeurs apprenant que la moyenne d'âge d'entrée dans le monde du travail de leurs grands parents était d'environ 17 ans et que bien calés dans un emploi certains, entre 25 et 30 ans envisageaient l'acquisition d'un logement, naturellement les mêmes prétendront à une retraite bien méritée à l'âge de 60 ans !

Louis Chauvel leur a parlé, nous a parlé, de la génération "soixantehuitarde", celle qui aurait mangé beaucoup de pain blanc avec un souci limité de l'avenir. Je dois dire que je n'ai pas partagé son analyse, mes souvenirs de cette époque étant surtout assis sur une sorte de libération de contraintes archaïques dont il fallait se débarrasser.

Les lycéens et les autres auditeurs attendaient la vision du sociologue sur les devenirs, certes nos petits enfants auront 15 à 20 ans de supplément de vie mais d'une vie ni tendre ni engageante. Sa conclusion, simple dans son expression peut, si j'ai bien compris, se résumer à une demande de profondes modifications, en forme d'avertissements : Si nos sociétés (occidentales, riches, soutenues par des systèmes démocratiques) restent basées sur la performance individuelle tant au

niveau des formations que des professions beaucoup, trop, iront droit dans le mur. On ne pourra se rabattre sur une quelconque forme de collectivisme, toutes s'étant terminées par des échecs parfois sanglants. Il ne reste plus qu'à inventer autre chose, ce sera la mission du XXI^{ème} siècle.

Je ne suis pas sûr que nos jeunes concitoyens saisissent leurs devenirs ainsi, d'autant que ce soir là, on leur a dit aussi que demain ils devront par leur travail assurer le financement des retraites de leurs parents et l'entretien de leurs grands parents devenus dépendants. Louis Chauvel admet toutefois que ces charges seront abusives pour ceux qui auront étudié jusqu'à 25 ans, obtenu un emploi valorisant vers 35, 40 ans et qui à 60 ans auront encore 10 ans d'activités professionnelles devant eux.

Une telle vision de l'avenir ressemble à toutes celles qui ont engendré dans le passé les plus graves remous dans les sociétés établies. Alors il commence quand le XXI^{ème} siècle ?

Jacques FLOCH

Président de L'Institut Kervégan

PS : Nous avons démontré dans notre ouvrage sur les territoires que ceux-ci étaient ou devraient être interdépendants. Tout comme nos recherches sur l'habitat nous ont assurées que toutes leurs formes étaient loin d'être antagonistes. Nous nous devons de rechercher et de présenter des liens intergénérationnels qui alimentent équilibres, complexités et solidarités. On pourrait commencer par un atelier analysant l'entrée des jeunes dans le monde du travail.

>>> TL n°42 - Mai/juin 2011.

La Tribune Libre est une publication de l'Institut Kervégan.

Directrice de la rédaction :

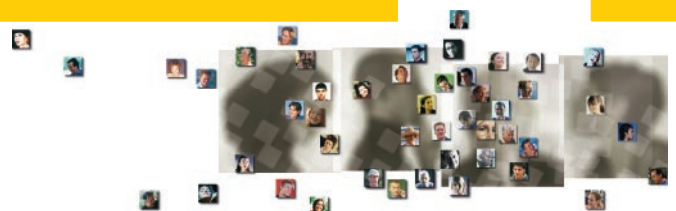
Stéphanie Rabaud

stephanie.rabaud@institut-kervegan.com

Réalisation :

Aurore Vuillemin

aurore.vuillemin@institut-kervegan.com



Institut Kervégan

42 Bis Rue Fouré - 44 000 Nantes

Tél. 09 64 47 45 45 - Fax 09 71 70 31 66

info@institut-kervegan.com - www.institut-kervegan.com

A MOTS COUVERTS

« L'idée sans le mot serait une abstraction ; le mot sans l'idée serait un bruit ; leur jonction est leur vie »*.

Force est de constater que toute forme de pouvoir tend à éviter que les deux ne se rencontrent. Ce fut le cas de régimes résolument élitistes où ceux qui sont sensés savoir s'approprient une langue savante comme il en était du latin et des pouvoirs « religio-séculaires ».

Mais cela se constate également aujourd'hui quand, même dans des pays au niveau d'enseignement général minimal supposé homogène et compatible avec une démocratie responsable, on s'emploie par des techniques de plus en plus sophistiquées, à simplifier l'expression, réduire les nuances, bref empêcher l'éclosion de ce qui fait la subtilité de l'esprit, sa diversité critique et le maniement de nuances raisonnées.

On assiste à une « débandade dans la blablasphère »**», à une production massive de mots de consommation vite usés et « jetables » qui durent le temps

de quelques saisons et agrémentent de leur brutale simplicité les artifices de syntaxes mal maîtrisées et d'un vocabulaire misérable ou galvaudé. On confond trop souvent, dans le meilleur des cas, recherche patiente du sens et logorrhée de débats artificiels, quand il n'est pas plus simplement question de les occulter par le nuage de fumée de mirages matérialistes ou de représentations fantasmées. Il devient fort délicat de trouver les mots pertinents, ceux qui donnent à penser tout en maintenant des portes ouvertes. Ceci est rendu d'autant plus difficile que nous assistons, par delà cet affadissement du logos, à une dérive vers l'insignifiance que n'a fait qu'amplifier le développement des médias électroniques. En volant cette richesse aux plus démunis et aux plus faibles, des âmes manipulatrices ne cherchent t'elles pas à gommer toutes les aspérités de la réalité ou même la nier et éviter toute remise en cause ?

par Jean-Jacques DERRIEN

Or, ainsi que le rappelait Albert Camus, « mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde ».

Chacun semble ainsi contraint d'exprimer le besoin de ressembler à tout le monde pour ne déplaire à personne. Si l'on cherche à se distinguer d'une manière ou d'une autre, notamment chez les plus jeunes, une marque de chaussures ou de déodorant quelconque s'empressera de récupérer les idées naissantes pour vendre ses produits en masse.

Faut-il alors laisser tomber les mots, « si dangereux » (selon Kafka) qu'ils mettent en péril leurs auteurs ?

Assurément non car, ainsi que le rappelle l'adage « qui ne dit mot consent », nos silences ou petites lâchetés peuvent un jour ou l'autre nous rattraper. Il est encore temps de ne pas avoir peur des mots et l'Institut Kervégan nous y invite.

* Victor Hugo in *Extrait de Post-Scriptum de ma vie*

** Yves Prigent, Ed.Calligrammes

FEED BACK | Retour sur un événement, un débat...

LE RISQUE ET LE CITOYEN : CONNAITRE, PREVENIR, GERER

Compte rendu du colloque organisé à Nantes le 18 & 19 mars 2011 par : La Société Française de Médecine de Catastrophe | Le Centre Atlantique Pour l'Action Humanitaire | La Société RESECUM

Quand le thème de ce colloque a été discuté par les organisateurs de l'événement, le propos concernait d'une part la question de l'application de la loi de modernisation de la sécurité civile pour ce qui est des associations investies dans l'aide et le secours, et d'autre part au niveau des fonctionnements des dites associations des questions de la prise en charge des victimes et de la formation des sauveteurs.

La tempête Xynthia était en toile de fond de nos réflexions, puisque nombre des participants au colloque y puisaient encore des questions tant techniques que politiques, et certains sauveteurs avaient été bouleversés par cette expérience.

A quelques jours de cette rencontre, le Japon subit le 11 mars un séisme et un

tsunami d'une intensité exceptionnelle, événements qui eurent comme conséquence un désastre technologique, celui de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi, sur la côte pacifique (et fragilisation d'autres centrales nucléaires).

Ce changement d'échelle en matière de risque nous amena aussi à inclure dans notre réflexion cette dimension décrite ultérieurement par Ulrich Beck dans *Le Monde* du 26 mars 2011 « C'est le mythe du progrès et de la sécurité qui est en train de s'effondrer. Plus que jamais, nous sommes dans la société du risque, voir du désastre. »

Sur ces deux journées de colloque consacrés au risque, à la connaissance qu'on peut en avoir, à sa gestion et à sa prévention, trois acteurs sociaux ont

été au coeur des préoccupations des intervenants et des participants : le citoyen, le sauveteur, la victime

Notre problématique :

Notre questionnement était celui d'associations qui se sont investies dans ce domaine de l'aide aux populations victimes de sinistres - en y associant un cabinet soucieux de la question des risques. Sauveteurs, universitaires, services dédiés à la prévention et à la gestion des risques de diverses communes de la métropole nantaise, structures de prise en charge des victimes, présence des formateurs, experts et étudiants ont pendant 2 jours échangé sur ces thématiques centrées sur l'application de la loi de modernisation de la sécurité civile.



Comment connaître et anticiper le risque, avec nos instruments de mesure, nos modélisations, et quand le désastre est présent, comment prendre en charge au mieux la population.

Les participants au colloque ont pu avoir des éclairages croisés sur la question de l'amélioration de la fiabilité et de la résilience des territoires, sur les dispositifs de secours, sur la loi de modernisation de la sécurité civile et sur une articulation des secours avec les associations. Les approches globales de la ville de Nantes et de Nantes Métropole ont été présentées par les services concernés. Les conférenciers du Haut Comité à la Défense Civile et Economique ont analysé quelques points névralgiques de notre ville et de

l'Estuaire : la question du Tunnel Ferroviaire de Chantenay, la Raffinerie de Donges, le Terminal Méthanier.

Du citoyen à la victime, une anthropologie du désarroi à été décrite dans une société qui bien que préparée à l'accident se trouve déstabilisée lors d'accidents majeurs.

Nous avons pu voir aussi qu'on pouvait noter des évolutions avec l'apparition de désastres de grande ampleur, avec éventuellement un grand nombre de victimes, ou un bouleversement gravissime de notre environnement. Nous pouvons être confrontés à ces « impossibilités opérationnelles », qui échappent à toute modélisation anticipatrice, comme ce désastre qui se

déroulait en même temps à l'autre bout du monde.

Alors, quel type de réflexions faut-il initier, quelles formations faut-il mettre en place pour que l'on rentre bien dans cette construction d'une intelligence collective qui nous permette de rester en état de veille, de garder une mémoire au lieu de vivre dans un repli frileux ? Le malheur a une dimension universelle, il amène la compassion et dans cette assemblée travaillant sur le risque nous avons réfléchi aux limites de nos pratiques et pris la mesure du chemin qu'il nous faut continuer à parcourir pour plus d'efficacité.

par Marie-Thérèse NEUILLY

GRAND EMPRUNT ET INVESTISSEMENTS D'AVENIR : QUELS ENJEUX POUR L'OUEST ?

L'Institut Kervégan invitait le 13 avril en Info-débat, Dominique Luneau, le Directeur de l'Agence API pour échanger sur la question des métropoles dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales. Dans le même temps, tombaient les réponses aux appels à projet du Grand Emprunt, laissant l'Ouest à l'écart des investissements d'avenir, comme l'illustre bien la carte des Labex ci-dessous. Dès lors, le débat s'est naturellement orienté sur cette actualité et Dominique Luneau

s'est proposé de livrer une synthèse d'informations et quelques mises en perspectives pour à la fois comprendre ce qui était en train de se passer, et identifier malgré tout, les ressorts du développement économique du territoire. Les participants sont intervenus ensuite, éclairés par les interventions du Directeur de l'Ecole des Mines de Nantes, Stéphane Cassereau pour exprimer les conséquences pouvant être tirées de cet échec.

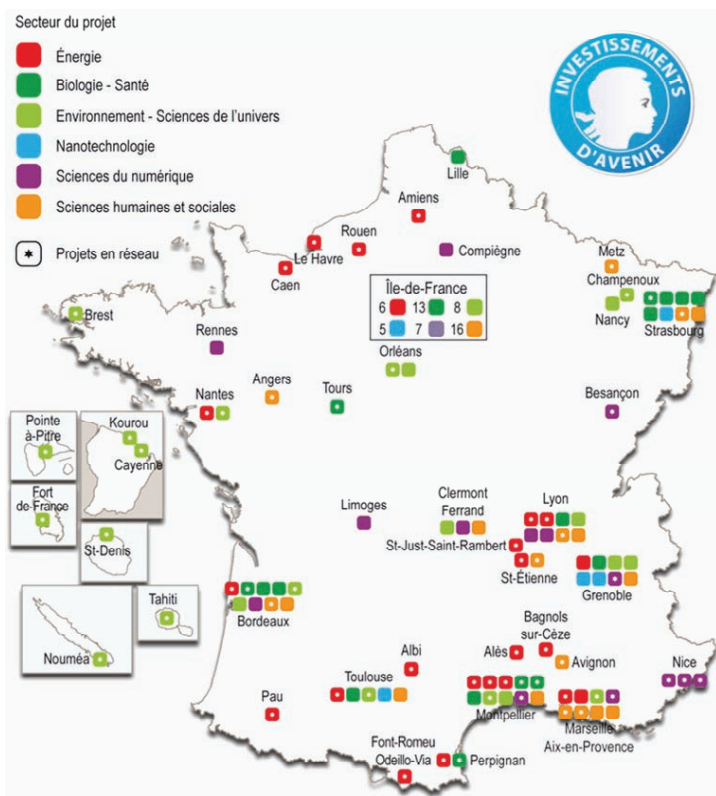
Parmi les personnes présentes, plusieurs interrogations ou remarques ont été formulées, en voici un extrait :

- Il faudra chercher à savoir, si les échecs locaux constatés proviennent de bons dossiers qui ont été mal « montés » et mal présentés, ou si le fonds du dossier n'a pas été jugé recevable ?

- La pratique de la recherche au niveau international exige une méthode à laquelle sont peu habitués les instituts de recherche régionaux (Feasibility report par exemple). Cela fait penser aux appels à projets européens, qu'il est « impossible » de gagner sans le support de cabinets de conseil spécialisés, dans la mesure où les porteurs de projets n'ont pas une compétence « gestion de projets ». Il y a toutefois des équipes, tant nationales, qu'internationales, et même à Nantes, qui ont cette compétence « gestion de projets ».

- La culture de la compétition impliquerait de choisir ses combats plutôt que de succomber au saupoudrage territorial - 50 signataires contre 7 pour Strasbourg ! C'est une remarque qui convoque directement la question de la gouvernance.

- La question du territoire de l'Ouest (Pays de la Loire/Bretagne) convoque aussi directement celle de sa pertinence. La Recherche est-elle un enjeu d'aménagement du territoire alors que la pertinence de chaque effort de



recherche exige la meilleure coopération internationale ? Aussi, la coopération doit-elle être seulement intra-territoriale, Nantes étant proche de Paris ?

- Un point fort de la Région Pays de la Loire est le dynamisme et la compétitivité des PME, qui est une vraie spécificité régionale. Ce point pourrait être approfondi afin de regarder comment cet atout pourrait être utilisé comme levier.

- Néanmoins, la petite taille de la majorité de ces PME peut rendre difficile des pratiques de R&D soutenues pour « produire » de l'innovation.

- En définitive, l'écart effectif est tel entre ce dont l'Ouest peut disposer et le niveau à atteindre, que la stratégie pourrait plutôt être de mener délibérément quelques combats, peu nombreux (la mer, l'IRT Jules Verne, biotechnologies, recherche médicale), de mettre à profit la culture industrielle régionale afin d'être un partenaire de coopérations de recherche avec les instituts les plus en pointe, au national et à l'international.

- Rien ne se faisant sans les hommes, il faudrait poser d'une manière si possible radicale la question de l'enseignement

supérieur concernant la recherche et ce, afin de disposer d'établissements formant et/ou attirant les meilleurs étudiants et les meilleurs élèves ; alors que la situation semble plutôt en dégradation sur ce point !

- Un programme de gouvernance de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur ne pourrait être mené sans recourir à une personnalité de premier plan, ayant eu l'expérience et la pratique du monde de la Recherche au plus au niveau avec le soutien politique sans faille des grands élus de l'Ouest, donc avec une commande directe de leur part, et un outil offrant les marges de manœuvre pour opérer les changements.

Enfin, un adhérent de l'Institut a suggéré l'opportunité d'organiser plus tard une « table ronde » entre d'une part représentants des décideurs politiques et économiques, et d'autre part des acteurs de toutes les formes de recherche : Recherche fondamentale, recherche appliquée, recherche publique, recherche privée, et tous les champs : médecine, matériaux, mer, physique, TIC, agronomie, etc....

Il semblerait qu'il y ait un manque de communication, si ce n'est de compré-

hension de la part de toutes ces parties : qu'attendent les décideurs d'un investissement dans la recherche ? A moyen terme ? A long terme ? Quels usages des fonds publics et privés, quels objectifs pour les chercheurs ? La recherche doit-elle être « libre » ou « pilotée » ? Ou faut-il un équilibre entre les deux ? En quoi une recherche de qualité peut contribuer au développement d'un territoire et à son ouverture à l'international ?

Les chercheurs doivent-ils « rendre des comptes » ou s'agit-il d'une activité qui ne rentre pas dans ce type de considération en raison même de sa nature ? Quels sont les enjeux de la recherche en terme sociétal ? Une recherche peut-elle exister de manière durable si elle n'a pas un niveau international ? Une recherche peut-elle être utile à un territoire régional si elle se contente d'un niveau « régional » ?

COMPTE-RENDU COMPLET DE L'INFO DÉBAT BIENTÔT DISPONIBLE PAR MAIL POUR LES ADHÉRENTS IK

FOCUS | Portraits d'adhérents

Jean-Jérôme JUNG,



Je suis arrivé à Nantes à la fin de l'année 2007, après avoir passé plusieurs années en détachement à la Commission européenne à Bruxelles auprès de la Direction générale de la concurrence. Mon activité professionnelle me conduit bien évidemment à m'intéresser à l'économie régionale, et plus largement au développement économique du Grand Ouest. Mais au-delà, en tant que citoyen, je souhaite m'investir dans une réflexion collective sur les grands enjeux de société et peut-être contribuer bien modestement à l'émergence de pistes d'actions. La démarche de l'Institut Kervégan, son éthique fondée sur le dialogue et le respect des opinions, son indépendance, répondent au souhait d'engagement que, comme d'autres, je ressens dans une période de bouleversement des valeurs et des certitudes.*

* Chef de service à la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Pays de la Loire (DIRECCTE), j'anime les équipes d'enquêteurs en charge des questions de concurrence. Je suis amené ainsi à traiter de dossiers touchant aux relations inter-entreprises dans tous les secteurs d'activités (relations fournisseurs - distributeurs, sous-traitance, délais de paiement...) et à piloter par ailleurs des enquêtes sur des pratiques anticoncurrentielles affectant les marchés (ententes illicites, abus de position dominante).

A noter

Assemblée Générale IK
 | Lundi 30 mai 2011 | 18h00
 | Lieu : siège de l'Institut Kervégan

Conférence débat
 | Mercredi 29 juin 2011 | 18h30
 | Lieu : Insula Café

> Invité :
Karine BERGER, économiste
 autour de son ouvrage :
 « Les 30 glorieuses sont devant nous »,
 éd. Rue Fromentin

Reed MEISTER,



Professionnel de marketing interactif et des systèmes d'information, je suis spécialisé dans la conception et la livraison de sites Web internationaux. Citoyen américain, j'ai une expérience importante en gestion internationale et bilingue.

Mon espoir est de contribuer à combler le fossé entre stratégie d'affaires et technologies d'information par la création d'équipes multidisciplinaires et par une approche centrée sur « l'expérience utilisateur ».

Je bénéficie d'une éducation en économie, sociologie et en relations internationales et m'intéresse beaucoup aux innovations sociétales, d'où mon intérêt pour l'Institut Kervégan. L'Institut offre des solutions pour l'avenir en puisant dans la diversité des savoirs, richesses et compétences des intervenants.

VOS REACTIONS >> PLUS D'INFOS >>
CONTACT@INSTITUT-KERVEGAN.COM
09 64 47 45 45 >> 42 BIS RUE FOURÉ - NANTES
WWW.INSTITUT-KERVEGAN.COM

